

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Sprachenunterricht</b>
Akteure	<b>Thurgau</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernath, Magdalena  
Bernet, Samuel  
Caretti, Brigitte  
Guignard, Sophie  
Meyer, Luzius  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Bernet, Samuel; Caretti, Brigitte; Guignard, Sophie; Meyer, Luzius; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Sprachenunterricht, Thurgau, 1988 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Soziale Gruppen	1
Migrationspolitik	1
<b>Bildung, Kultur und Medien</b>	1
Bildung und Forschung	1
Grundschulen	1
Kultur, Sprache, Kirchen	5
Sprachen	5

## Abkürzungsverzeichnis

<b>EDK</b>	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
<b>WBK-SR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
<b>HarmoS</b>	Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule
<b>VPOD</b>	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
<b>WBK-NR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats

---

<b>CDIP</b>	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
<b>CSEC-CE</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats
<b>HarmoS</b>	Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
<b>SSP</b>	syndicats des Services publics
<b>CSEC-CN</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Soziale Gruppen

#### Migrationspolitik

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 24.09.2019  
SOPHIE GUIGNARD

Une initiative cantonale thurgovienne demande de modifier la Constitution afin de relativiser la gratuité de l'enseignement. Ainsi, les **coûts d'intégration** des personnes récalcitrantes seraient supportées par celles-ci. Auparavant, le canton de Thurgovie menaçait les parents de leur faire payer les cours d'allemand à l'école obligatoire, si ceux-ci refusaient d'inscrire leurs enfants à des groupes de jeux consacrés aux langues avant l'entrée à l'école maternelle. Cette mesure ayant été jugée anticonstitutionnelle par le Tribunal fédéral, Thurgovie demande de modifier la Constitution. Le canton souhaite également que les frais de traduction soient à la charge des parents, qui, selon le Grand Conseil thurgovien, devraient maîtriser suffisamment la langue d'accueil pour participer aux entretiens avec les enseignant-e-s, comprendre les documents officiels et surveiller les devoirs des enfants.

L'objet a été traité au Conseil des Etats le 24 septembre 2019, en même temps que la motion Eymann, demandant un soutien linguistique précoce. Cette dernière a été acceptée, contrairement à l'initiative du canton de Thurgovie. A 10 voix contre 1 et 2 abstentions, la CSEC-CE avait estimé la gratuité de l'école obligatoire trop fondamentale pour être relativisée.<sup>1</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 17.12.2020  
SOPHIE GUIGNARD

Le **Conseil national** a emboîté le pas à la chambre haute, **refusant également d'entrer en matière sur l'initiative cantonale thurgovienne**, intitulée «**coûts d'intégration**», qui voulait relativiser la gratuité de l'enseignement obligatoire pour les personnes étrangères considérées comme «**témoignant de la mauvaise volonté à s'intégrer**». Seule l'UDC a voté pour l'objet, amenant ainsi 46 voix, contre 129 et une abstention.<sup>2</sup>

## Bildung, Kultur und Medien

### Bildung und Forschung

#### Grundschulen

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 25.09.1988  
BRIGITTE CARETTI

Plusieurs événements ont marqué l'évolution du système de l'école obligatoire en 1988. Ainsi, **l'enseignement dit précoce de la seconde langue nationale** qu'est le français, pour les cantons alémaniques, pourra désormais se faire dans les cantons de Zurich et de Thurgovie, où des **initiatives allant à son encontre** ont été rejetées. De même, plusieurs réformes des structures des différentes instructions publiques cantonales sont en cours; pour la plupart, elles concernent la répartition des années d'étude primaires et secondaires.

La Conférence des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (ci-après CDIP) avait, en 1975, recommandé l'enseignement précoce d'une seconde langue nationale et ce dans le but de généraliser en Suisse le bilinguisme, voire le multilinguisme.

La votation zurichoise sur l'enseignement précoce du français en primaire, suscitée par une initiative opposée à cette instruction, était d'une grande importance en Suisse orientale. En raison du poids économique et financier du canton de Zurich, le succès ou l'échec de cette initiative ouvrait ou fermait la porte à l'enseignement du français dans les premiers degrés primaires de bien des cantons de la région où la décision était imminente. L'initiative des opposants zurichois risquait d'entraver le processus d'apprentissage désiré par la CDIP notamment. Leurs arguments résidaient dans la surcharge de travail des élèves (et des maîtres), une sélection renforcée des écoliers bien que cet enseignement fût exempt de toute note et une méthode ludique non adaptée à des enfants de onze ans, ceux-ci ayant «**dépassé**» le stade du jeu. Ils ne s'opposeraient ni au français ni aux Romands mais aux autorités scolaires zurichoises qui avaient décidé, après plusieurs années d'essai, **d'avancer le début de l'enseignement du français** de la 7ème à la 5ème année scolaire et ce dès 1989. Ses partisans, provenant au départ essentiellement des milieux enseignants, ont été rejoints par certains partis cantonaux. Le parti évangélique craignait que cet

enseignement ne se fasse au détriment de l'éducation religieuse. L'Action nationale estimait qu'un tel apprentissage défavoriserait les enfants alémaniques, les petits étrangers ayant soit des prédispositions s'ils sont latins soit des facilités d'acquisition en raison de l'assimilation d'une première langue étrangère. Quelques agrariens pour lesquels un meilleur apprentissage de l'allemand était plus utile et quelques écologistes préférant l'acquisition du «Züridütsch» et du jardinage ont complété ce groupe.

Il semblerait que la dimension nationale de cette votation ait échappé à bien des initiants. Un tel mouvement ne pouvait que toucher la Suisse romande dans sa sensibilité de minorité et apporter de l'eau au moulin des adversaires de l'allemand en primaire romande. Mais cette émotion n'a pas échappé aux adversaires de l'initiative, comme le gouvernement et le parlement zurichois, bon nombre de partis (PRD, PS, AdI, UDC et verts dans leur majorité), le comité «Pro französisch» présidé par Monika Weber, l'Union des organisations de parents d'élèves, les associations patronales zurichoises, les enseignants de la VPOD et le comité directeur de l'association des maîtres du canton. Si la sensibilité romande fut l'un de leurs arguments, d'autres existèrent parallèlement: éviter l'exclusion du canton, promouvoir la solidarité confédérale, conserver une certaine flexibilité des programmes scolaires, encourager l'apprentissage précoce, car plus aisé, d'une langue.

De surcroît, si les cantons de Suisse centrale et orientale sont les premiers à se plaindre de l'hégémonie économique zurichoise, nombre d'entre eux attendaient le résultat de cette votation pour se prononcer en faveur ou en défaveur du français en primaire. Aussi le **rejet massif de l'initiative**, par 62.9 pour cent de non contre 37.1 pour cent de oui, a-t-il été accueilli avec soulagement, notamment en Romandie. Dans le même temps, les Zurichois ont accepté de justesse, par 53.9 pour cent des voix, le **crédit de CHF 21.5 mio.** destiné à former les maîtres à l'enseignement du français (cours, séjours en Suisse romande).

Enseignement d'une seconde langue (situation en 1988)

VS: dès 3e classe

GE, FR: dès 4e classe

VD, JU: dès 5e classe

NE: dès 6e classe (Bientôt dès 4e ou 5e classe.)

TI: dès 3e classe

BE, BS, SO, SG: dès 5e classe (SG: initiative pendante contre enseignement précoce.)

AG: dès 6e classe (Attentisme.)

BL: dès 6e classe (Opposé à l'enseignement précoce, mais est revenu sur cette décision.)

ZH: dès 7e classe (Initiative contre enseignement précoce rejetée. Introduction prochaine.)

TG: dès 7e classe (Initiative contre enseignement précoce rejetée. Introduction prochaine.)

AR, GL: dès 7e classe (Bientôt dès 4e ou 5e classe)

AI, LU, SZ, ZG, OW, NW, UR: dès 7e classe (Attentisme.)

SH: dès 7e classe (Opposé à l'enseignement précoce, mais pourrait revenir sur cette décision.)

GR: Système mixte.<sup>3</sup>

#### KANTONALE POLITIK

DATUM: 23.10.1988

BRIGITTE CARETTI

Dans la foulée de ce scrutin, les votants **thurgoviens** ont refusé à la fois **l'initiative allant à l'encontre d'un enseignement précoce du français** – par 19'478 non contre 13'529 oui – **et le contre-projet** proposé par le parlement cantonal – par 16'713 non contre 13'293 oui – demandant que la compétence de cet enseignement, appartenant aujourd'hui à l'exécutif, lui soit attribué.<sup>4</sup>

#### KANTONALE POLITIK

DATUM: 13.04.2005

MAGDALENA BERNATH

Die Auseinandersetzung um den **Fremdsprachenunterricht** ging 2005 weiter: Ein Komitee aus Lehrpersonen und Politikern aus der Ost- und Zentralschweiz (SG, TG, SH, ZH, ZG, OW, NW, SZ) machte sich gegen die Einführung einer zweiten Fremdsprache auf Primarschulstufe stark und sprach sich damit indirekt gegen das Französische aus, weil in all diesen Kantonen Englisch als erste Fremdsprache gelehrt werden soll. Das Nidwaldner Parlament entschied, Englisch ab dem 3. und Französisch ab dem 7. Schuljahr (und damit erst in der Oberstufe) zu unterrichten. Damit setzte sich der Kanton als zweiter nach Appenzell Innerrhoden über die Empfehlungen der EDK (Beginn des Fremdsprachenunterrichts im 3. und 5. Schuljahr) hinweg. Die Freiburger Erziehungsdirektorin Chassot (cvp) hingegen erklärte, eine allfällige Abschaffung des

Französischunterrichts in den Primarschulen Zürichs, wo eine entsprechende Initiative hängig ist, nicht hinnehmen zu wollen, und im Tessin erwog die Vereinigung „Coscienza svizzera“ die Lancierung eines eidgenössischen Volksbegehrens, das als erste Fremdsprache eine Landessprache verlangt.<sup>5</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 27.02.2006  
MAGDALENA BERNATH

In vier Kantonen fanden Urnengänge zum Thema **Fremdsprachenunterricht** statt: Schaffhausen, Thurgau und Zürich lehnten je eine Volksinitiative ab, welche in der Primarschule nur eine Fremdsprache vorsah, Zug sprach sich gegen ein Begehren aus, das statt Französisch Englisch als erste Fremdsprache einführen wollte.<sup>6</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 12.03.2013  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le débat **sur l'enseignement du français dans les écoles primaires alémaniques** a repris de plus belle en 2013. En montrant du doigt un Lehrplan 21 trop chargé, de nombreux cantons alémaniques comme Lucerne, Nidwald ou encore Thurgovie ont lancé des initiatives pour qu'une seule langue étrangère soit enseignée dans les écoles primaires de leurs cantons. Néanmoins, il est important de spécifier que l'objectif de la conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) est d'introduire deux langues étrangères dès l'école primaire. De son côté, l'association faitière des enseignantes et enseignants alémaniques (LCH) s'oppose aux initiatives cantonales. En effet, elle estime qu'il est préférable d'attendre les résultats obtenus sur plusieurs années avant de tirer des conclusions qui seraient forcément hâtives. Finalement, le syndicat des enseignants romands de l'école obligatoire (SER) a tiré sur la sonnette d'alarme. Pour lui, les cantons romands ne doivent pas être les seuls à supporter l'effort de la solidarité linguistique confédérale. La loi fédérale sur les langues nationales doit à tout prix être respectée selon le syndicat. Il est donc impossible, pour le SER, de sacrifier le français dans les écoles alémaniques.<sup>7</sup>

ANDERES  
DATUM: 28.08.2014  
GUILLAUME ZUMOFEN

Un état d'esprit de "**Guerre des langues**" s'est immiscé dans la sphère de la formation. Alors qu'en 2004, les cantons avaient négocié un compromis sur l'enseignement des langues, de nombreuses interventions cantonales ont mis en difficulté cet accord. A Schaffhouse, le Grand Conseil a accepté une motion qui vise à supprimer le français de l'enseignement primaire. Le canton de Thurgovie lui a emboîté le pas avec l'adoption d'une motion similaire. Du côté de Nidwald, le Conseil d'Etat a approuvé une initiative qui entendait évincer le français, avant d'être désapprouvé par son parlement. Puis, finalement, dans les Grisons et à Lucerne, deux initiatives, qui souhaitent qu'une seule langue étrangère soit enseignée à l'école primaire, ont abouti. Si certaines initiatives n'attaquaient pas ouvertement le français, différents politiciens romands ont néanmoins fortement réagi. Le débat s'est rapidement embrasé: les arguments pédagogiques se sont heurtés à l'idée de cohésion nationale. Le ministre de l'Intérieur Alain Berset a été contraint de réagir. Il a indiqué qu'il était prêt à agir si nécessaire, afin de préserver la cohésion nationale et les valeurs culturelles helvétiques. Finalement, la Conférence Suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a jugé qu'il était inadmissible de ne pas enseigner les langues nationales dès le primaire. De plus, elle a ajouté que les cantons avaient le devoir de faire respecter le compromis de 2004. A travers un vote consultatif, les différentes organisations cantonales d'enseignants ont estimé qu'une seule langue étrangère devait être enseignée au primaire et que cette langue devait être une langue nationale. Puis, Berne, s'est immiscé dans le débat. Deux interpellations de Christian Levrat (ps, FR) et de Raphaël Comte (plr, NE) ont soulevé la question au sein de la chambre des cantons, avant que le Conseil national adopte un postulat de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) qui vise l'établissement d'un programme d'échanges linguistiques au niveau de l'école obligatoire et du secondaire II.<sup>8</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 29.03.2016  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le débat sur l'**enseignement des langues étrangères** continue de brûler. Ainsi, ce n'est ni la décision du département de l'éducation du canton de Thurgovie de rayer l'enseignement du français à l'école primaire, ni l'aboutissement d'une initiative populaire dans le canton de Zürich « Mehr Qualität – eine Fremdsprache an der Primarschule » qui vont mettre un terme à la discussion qui enflamme les milieux politiques et académiques, des deux côtés de la Sarine. Plusieurs voix ont estimé que la décision du canton de Thurgovie, était inadmissible et qu'il s'agissait d'une attaque frontale à la cohésion nationale et aux valeurs suisses. Ainsi, de nombreuses personnes

attendent une réaction du ministre de la culture Alain Berset (ps). Bien que les questions liées à l'éducation demeurent sous la coupe cantonale, plusieurs estiment que la Confédération se doit de réagir.<sup>9</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 01.04.2017  
SAMUEL BERNET

Im Jahr 2017 kam das **Frühfranzösisch** in einigen Deutschschweizer Kantonen unter Druck. Anfangs Mai hiess das Kantonsparlament des Kantons Thurgau mit 64 zu 53 Stimmen ein Gesetz gut, mit dem der Französischunterricht aus der Primarschule gestrichen werden und stattdessen in die Sekundarstufe verschoben werden sollte. Zwar erfolgte der Entscheid in erster Lesung, das heisst, er musste vom Grossen Rat noch in zweiter Lesung und in der Schlussabstimmung bestätigt werden. Die Medien gingen davon aus, dass im Falle der definitiven Annahme des Gesetzes durch das Parlament das Behördenreferendum – dafür müssen 30 der 130 Thurgauer Parlamentsmitglieder unterzeichnen – ergriffen würde, am Ende also das Stimmvolk das letzte Wort haben würde. Unabhängig dessen gingen die Wogen hoch. Der Genfer Regierungsrat Antonio Hodgers (GE, gp) ergriff Mitte Mai in der Weltwoche das Wort. Als „Angriff auf die Schweiz“ – so der Titel des Essays – verstand Hodgers die jüngste politische Entwicklung im Kanton Thurgau. Der interkantonale Zusammenhalt beruhe seiner Meinung nach auf drei Säulen. Die erste seien die politischen Institutionen, die zweite der Finanzausgleich, die dritte nannte Hodgers „aktive Mehrsprachigkeit“. Letzteres bedeute, dass jeder sich bemühe, den anderen zu verstehen. Der Kanton Thurgau säble gerade an dieser Säule und so könne sich der Kanton Genf in Zukunft vielleicht fragen, wieso man noch in einen Finanzausgleich zahlen solle. Er kritisierte, dass das Französische in der Ratsdebatte als „Fremdsprache“ bezeichnet wurde, wo es doch in der Bundesverfassung als „Landessprache“ qualifiziert sei. Und er erhob den Mahnfinger: „Wenn uns der Wille abhandenkommt, einander zu verstehen, werden wir keine Nation mehr sein“, so Hodgers Fazit.

Bevor jedoch das Thurgauer Gesetz gegen das Frühfranzösisch in die zweite Runde ging, war der bildungspolitische Fokus auf den Kanton Zürich gerichtet. Dort stimmten die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger am 21. Mai 2017 über die kantonale Volksinitiative „Mehr Qualität – eine Fremdsprache an der Primarschule“ ab. Die Annahme der Initiative hätte zur Folge gehabt, dass in der Primarschule nur eine Fremdsprache gelehrt und gelernt und eine zweite Fremdsprache erst auf Sekundarstufe eingeführt würde. Dabei wurde es dem Zürcher Regierungsrat überlassen, ob die erste Fremdsprache Französisch oder Englisch sein würde. Das Initiativkomitee stellte sich auf den Standpunkt, dass viele Primarschüler überfordert seien mit zwei Fremdsprachen in der Primarschule, denn vielen würden bereits Grundlagenkenntnisse der deutschen Sprache fehlen. Der Regierungsrat sowie eine Mehrheit des Zürcher Kantonsrates teilten diesen Standpunkt nicht und sprachen sich gegen die Initiative aus. Eine grosse Mehrheit der Primarschüler würde den Unterricht von zwei Fremdsprachen gut meistern, zudem seien Fremdsprachenkenntnisse eine Schlüsselkompetenz in einer vernetzten Welt und gerade in der mehrsprachigen Schweiz sei die bisherige Handhabung „ein Bekenntnis zum hohen Wert der Vielsprachigkeit unseres Landes“, hielt der Regierungsrat in der Abstimmungszeitung fest. Nicht zuletzt würde der Kanton bei Annahme der Initiative gegen das 2008 von den Zürcher Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern angenommene HarmoS-Konkordat verstossen und müsste folglich aus diesem austreten. Das HarmoS-Konkordat verpflichtet die beigetretenen Kantone unter anderem dazu, eine erste Fremdsprache spätestens ab der dritten Klasse der Primarschule und eine zweite Fremdsprache spätestens ab der fünften Klasse der Primarschule zu unterrichten. Die Zürcher Stimmbürger sprachen sich am 21. Mai 2017 mit 60.8 Prozent Nein-Stimmen klar gegen die Initiative aus.

Am 14. Juni 2017 bekam Frauenfeld die nationale Aufmerksamkeit zurück, denn es kam zur zweiten Lesung und zur Schlussabstimmung des Gesetzes. Zur grossen Überraschung lehnte der Grosse Rat des Kantons Thurgau das Gesetz hauchdünn, mit 62 zu 60 Stimmen, ab. Die Medien machten nicht etwa allfällige Drohgebärden von Bundesrat Berset für den Sinneswandel der kantonalen Legislative verantwortlich, eher habe die Abstimmung im Kanton Zürich Signalwirkung gehabt. Der grösste Anteil an der Kehrtwende des Grossen Rats wurde aber der Thurgauer Regierungsrätin Monika Knill (TG, svp) zugeschrieben. Die NZZ titelte „Mutter Courage sichert Sprachenfrieden“ und meinte damit Knill; La Liberté widmete Knill ein Portrait mit der Überschrift „Une marathonnienne pour le français“. Knill sei deswegen mutig, weil sich die Erziehungsdirektorin im Thurgauer Parlament und in persönlichen Gesprächen vehement für den Erhalt des Französischunterrichts in der Primarschule eingesetzt hatte und damit gegen ihre eigene Partei angetreten war, die grossmehrheitlich für eine



Verschiebung des Französischunterrichts in die Sekundarstufe gewesen war. Als Marathonläuferin wurde sie bezeichnet, weil sie im Rat unermüdlich mit zahlreichen Vorschlägen versucht hatte, ihren Widersachern, die mit der niedrigen Qualität des Französischunterrichts und der Überforderung der Schüler argumentiert hatten, entgegenzukommen, ohne dass dadurch der Französischunterricht aus der Primarschule gekippt werden musste. So stellte sie den Grossrätinnen und Grossräten in Aussicht, dass sich überforderte Schüler erleichtert vom Französischunterricht dispensieren können sollten, dass der Unterricht vermehrt in Halbklassen stattfinden sollte und dass die Qualität des Französischunterrichts nach zwei Jahren evaluiert werden sollte, um danach allfällige neue Massnahmen prüfen zu können.

Im September 2017 mussten schliesslich die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger des Kantons Luzern über die Volksinitiative „Eine Fremdsprache auf der Primarstufe“ abstimmen; über die gleiche Thematik also, wie die Zürcher Stimmberechtigten einige Monate zuvor. Der Regierungsrat sowie eine Mehrheit des Kantonsparlaments sprachen sich gegen die Initiative aus. Zwar hatte die Stimmbevölkerung des Kantons Luzern 2008 den Beitritt zum HarmoS-Konkordat abgelehnt, wodurch eine Annahme der Initiative keine interkantonalen Verträge verletzen würde, wie dies in Zürich der Fall gewesen wäre. Der Regierungsrat war aber der Meinung, dass Luzern bei einer Annahme zu einer „Sprachinsel“ verkommen würde. Dies würde Luzerner Familien einen Wohnortswechsel in einen anderen Kanton erschweren, da Luzerner Primarschüler im interkantonalen Vergleich einen Rückstand in der Sprachkompetenz aufweisen würden. Gemäss Ausführungen der Luzerner Regierung im Bericht an die Stimmberechtigten würde dieser Rückstand die englische Sprache betreffen, denn „aus Gründen des nationalen Zusammenhalts“ sei es notwendig, dass bei einer Annahme der Initiative weiterhin Französisch an der Primarschule unterrichtet werden würde. Die Luzerner Stimmbevölkerung lehnte die Volksinitiative am 24. September 2017 mit 57.6 Prozent Nein-Stimmen ab.<sup>10</sup>

## Kultur, Sprache, Kirchen

### Sprachen

Massnahmen zur Förderung und Stärkung sprachlicher Minderheiten stossen in der Regel weder beim Bundesrat noch in der Bundesversammlung auf grosse Widerstände, da hier das entsprechende Problembewusstsein vorhanden ist. Mit umso grösserer Spannung erwartete man nun 1988 das Resultat der Volksabstimmung über die **Vorverlegung des Fremdsprachenunterrichts** auf das fünfte Schuljahr, welche im bevölkerungsreichsten Kanton Zürich durchgeführt wurde. Wenn auch nicht der Französischunterricht an sich, sondern lediglich der Zeitpunkt für dessen Erteilung zur Diskussion stand, **reagierte insbesondere die Westschweiz empfindlich auf das Volksbegehren**. In Genf wurde – als Drohgebärde – eine Initiative angekündigt, welche im Sprachunterricht die **Begünstigung des Englischen** zulasten des Deutschen verlangte, und im jurassischen Kantonsparlament zielte ein Vorstoss auf die **Sistierung des Deutschunterrichts an den Primarschulen**, solange die Deutschschweizer Kantone das «Frühfranzösisch» nicht einführten. Tatsächlich betrachteten auch die zögernden deutschschweizerischen Kantone die Zürcher Abstimmung als Signal, und mit entsprechender Erleichterung wurde denn auch allenthalben die deutliche Ablehnung der Initiative, welche eine Zustimmung zum Anliegen bedeutete, aufgenommen. Auch der Kanton Thurgau lehnte im Herbst eine analoge Initiative ab.<sup>11</sup>

Im Juli 2016 schickte der Bundesrat eine **Änderung des Sprachengesetzes** in die Vernehmlassung. Damit sollte die Harmonisierung des Fremdsprachenunterrichts in der obligatorischen Schule von Bundesseite verstärkt werden, womit der Bund jedoch in ein Hoheitsgebiet der Kantone eingreifen wollte. Der Bundesrat holte weit aus, um diesen Eingriff zu rechtfertigen. Mit der Volksabstimmung 2006 wurde die Bundesverfassung so geändert, dass zentrale Eckwerte des obligatorischen Schulwesens interkantonal harmonisiert werden. Unter die verfassungsrechtliche Bestimmung der Harmonisierung fällt auch der Sprachenunterricht. Die Kantone kamen dem Verfassungsauftrag mit dem HarmoS-Konkordat nach, das unter anderem regelt, dass die erste Fremdsprache spätestens ab dem 3. Schuljahr und eine zweite Fremdsprache spätestens ab dem 5. Schuljahr („Modell 3/5“) unterrichtet werden muss. Dieses Modell erfüllten 2016 23 Kantone, obwohl nur 15 dem HarmoS-Konkordat beigetreten sind. Einzig die Kantone Aargau, Uri und Appenzell-Innerrhoden kamen dieser Vorgabe nicht nach, sie sind dem HarmoS-Konkordat allerdings auch nicht beigetreten. Der Bundesrat respektiere die

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 23.10.1988  
LUZIUS MEYER

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 06.07.2016  
SAMUEL BERNET

erreichten Harmonisierungsfortschritte der Kantone, nehme aber zugleich zur Kenntnis, dass es in diversen Kantonen Vorstösse gebe, die „den **Unterricht in einer zweiten Landessprache in der Primarschule** ab dem Schuljahr 2017/18 in Frage stellen“, hiess es in der Vernehmlassungsvorlage. Solche Vorstösse gebe es in den Kantonen Basel-Landschaft, Glarus, Graubünden, Luzern, St. Gallen, Thurgau und Zürich und sie würden tendenziell die bereits erreichte Harmonisierung gefährden, so die Beurteilung des Bundesrates. Vor diesem Hintergrund sah der Bundesrat den Bund in der Pflicht, sprachpolitisch einzugreifen. Er schickte drei Varianten in die Vernehmlassung. Variante 1 würde das Sprachengesetz so abändern, dass der Unterricht einer zweiten Landessprache spätestens zwei Jahre vor Ende der Primarschule (also ab dem 5. Primarschuljahr) beginnen muss (gleicher Wortlaut wie die parlamentarische Initiative 14.459). Variante 2 würde das Modell 3/5 des HarmoS-Konkordats im Gesetz verankern. Die dritte Variante stellte die sanfteste Intervention dar und wurde vom Bundesrat bevorzugt: Hier wird den Kantonen vorgeschrieben, dass der Unterricht in der zweiten Landessprache in der Primarschule beginnen und bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit andauern soll. Die Medien sprachen indes von einer „Drohkulisse“, die Innenminister Berset mit dem neuen Gesetz aufbauen wolle, um die einzelnen kantonalen Vorlagen in die vom Bundesrat gewünschte Richtung zu lenken. Bereits im Juni 2016 stellte die EDK in einem Brief an Bundesrat Berset klar, dass sie vor dem Hintergrund, dass über 20 Kantone das Modell 3/5 umgesetzt hätten, eine Intervention des Bundes für unverhältnismässig halte. Die kantonalen Erziehungsdirektoren beurteilten das Vorgehen des Bundesrates auch als wenig opportun: Eine allfällige Volksabstimmung über dieses Gesetz könnte zu einer „nationalen Zerreihsprobe“ werden, monierten sie.

Rund fünf Monate später krebste der Bundesrat zurück. Er gab im Dezember 2016 nach Beurteilung der Vernehmlassungsantworten bekannt, dass er seine Bestrebung, das Sprachengesetz zu ändern, vorerst auf Eis legen werde. Die grosse Mehrheit der Kantone und ein Teil der Parteien hätten im Vernehmlassungsverfahren geantwortet, dass sie eine Intervention des Bundes für „verfrüht, unverhältnismässig und politisch nicht opportun“ hielten. Der Bundesrat kam zum Schluss, dass damit die Voraussetzungen für eine Regelung auf Bundesebene nicht gegeben seien. Berset verwies während der Pressekonferenz auch auf positive Entwicklungen in den Kantonen im Verlaufe des Herbstes 2016. Im Kanton Thurgau etwa beschloss die Kantonsregierung im September, dass das Parlament erneut über eine Vorlage abstimmen muss, die es eigentlich im April 2016 bereits in die Vernehmlassung geschickt hatte und mit welcher der Französischunterricht von der Primarschule in die Sekundarschule verschoben werden sollte. Zudem gab es im Herbst Abstimmungen in den Kantonen Schaffhausen, St. Gallen und Thurgau, deren Ausgang als Bekenntnis dieser Kantone zum Lehrplan 21 und zum HarmoS-Konkordat gewertet wurden. Der Bundesrat behielt sich aber vor, die Voraussetzungen für eine Intervention des Bundes neu zu prüfen, sollte ein Kanton entscheidend von der harmonisierten Lösung in der Sprachenfrage abweichen, etwa durch den Beschluss, eine zweite Landessprache nicht ab der Primarstufe oder nicht durchgehend bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit zu unterrichten. Damit blickte Berset in erster Linie auf das Jahr 2017, denn auch in diesem Jahr wird das Frühfranzösisch in einigen Kantonen direkt oder indirekt zur Abstimmung kommen. In diesem Sinne blieb „eine reduzierte Drohkulisse“ (NZZ) des Bundes bestehen. Die EDK zeigte sich erfreut über den Entscheid des Bundesrates, die Pläne einer Revision des Sprachengesetzes vorerst wieder in der Schublade zu versorgen.<sup>12</sup>

1) BO CE, 2019, p. 881 Ss.

2) BO CN, 2020, p. 2685 ss.

3) 24 Heures, 2.7. et 26.9.88; Lib., 15.9., 16.9. et 26.9.88; JdG, 17.9. et 26.9.88; Suisse, 18.9.88; L'Hebdo, 22.9. et 29.9.88; NZZ, 23.9. et 26.9.88; AT, 26.9.88; presse du 26.9.88.; Enseignement d'une seconde langue dans les cantons (tableau).pdf

4) SGT, 3.5. et 10.10.88; Suisse, 19.10.88; NZZ, 24.10.88.

5) AB NR, 2005, S. 1965 und Beilagen IV, S. 33 ff.; Presse vom 13.04.05

6) SN, 27.2.06; NLZ und SGT, 22.5.06; NZZ, 27.11.06.

7) TG, 12.3.13; Bund, 13.4.13; SO, 5.5.13; TA, 13.5.13; AZ, 18.5.13; SoZ, 19.05.13; NZZ, 24.9.13; TG, 3.10.13; AZ, 11.10.13; TA, 22.11.13; LT, 2.12.13; Lib, 24.12.13 et 27.12.13.

8) Ip, 14.3153; Ip, 14.3287; Presse du 01.11.2014; Presse du 11.10.2014; Presse du 28.08.2014; TA, 20.2.14; WW, 27.2.14; NZZ, 11.3.14; SO, 16.3.14; NZZ, 18.3.14; TA, 24.3.14; WW, 27.3.14; LZ, 5.4.14; NZZ, 12.5.14; AZ, 17.5.14; LT, 2.6.14; Lib, 6.6.14; SZ, 12.6.14; LT, 13.6.14; CdT, LT, Lib, NZZ, 14.6.14; CdT, 6.8.14; LZ, NZZ, TA, 16.8.14; AZ, BaZ, LZ, 29.8.14; SoZ, 7.9.14; LT, 20.9.14; NZZ, 11.10.14; BaZ, WW, 29.10.14; NZZ, 31.10.14; BZ, 25.11.14; BZ, BaZ, NZZ, 26.11.14

9) NZZ, 7.1.16; Blick, 1.2.16; NZZ, 19.3.16; BaZ, LZ, 29.3.16; BaZ, 30.3.16; BZ, Lib, 2.4.16; SoZ, 3.4.16; NZZ, TA, 12.4.16

10) Abstimmungszeitung Kanton Zürich vom 21.5.17; Bericht des Luzerner Regierungsrates vom 24.9.17; Resultate Kanton Zürich vom 21.5.17; WW, 6.4.17; NZZ, 26.4.17; Blick, CdT, LT, NZZ, SGT, TA, TG, 4.5.17; SGT, 5.5.17; AZ, 6.5.17; NZZ, 10.5.17; WW, 11.5.17; TA, 16.5.17; WW, 18.5.17; AZ, 19.5.17; LT, 20.5.17; LT, SGT, 22.5.17; TG, 14.6.17; LT, NZZ, SGT, TA, WW, 15.6.17; Lib, 10.7.17; LZ, 11.8.17; Lib, 18.9.17; NZZ, 20.9.17; LT, 25.9.17; BaZ, 6.12.17; 8.1., 9.1.18

11) NZZ, 8.3., 14.9., 15.9., 19.9., 26.9. und 24.10.88; SGT, 22.4., 3.5., 17.5., 2.6., 10.10. und 24.10.88; TA 24.9. und 26.9.88.

12) Brief der EDK an Bundesrat Berset, 23.6.16; Ergebnisbericht EDI, 16.12.16; Medienmitteilung EDI, 16.12.16;

Vernehmlassungsvorlage, Änderung des Sprachengesetzes, 6.11.16; AZ, Blick, NZZ, SGT, TA, 7.7.16; SGT, 8.7.16; BaZ, TA, 9.7.16;

NZZ, 11.7.16; LZ, Lib, NZZ, SGT, TA, 17.12.16